

## TRANSFORMATION DE LA PENSION D'INVALIDITÉ EN PENSION DE RETRAIT Montant au moins identique, conformément à la loi

A intervalles réguliers depuis la parution du «Soir Retraite» en janvier 2000, des lecteurs soulèvent la question de la transformation de la pension d'invalidité (acquise pendant l'activité du salarié) en pension de retraite à partir de 60 ans. C'est ainsi que dans «Le Soir Retraite» du 16 décembre 2009, un lecteur nous interrogeait : «J'ai travaillé de 1972 à 1992, date à laquelle j'ai été mis en convalescence longue durée jusqu'à ce jour. Bientôt, j'atteindrai l'âge de 60 ans et j'aimerais savoir si à mon admission à la retraite, je garderai le même montant de la pension que me verse la Cnas ou bien un autre calcul.»

**L**a loi est pourtant claire à ce sujet : «L'assuré qui est titulaire d'une pension d'invalidité ou de maladie longue durée au titre du régime des salariés, lorsqu'il atteint l'âge de la retraite prévu par ce régime, sa pension de retraite se substitue à la pension d'invalidité. Il est procédé au calcul de la pension de retraite sur la base des dispositions des lois relatives à la Sécurité sociale (assurances sociales et retraite notamment), selon le cas ; le montant de la pension de retraite sera porté éventuellement au montant de la pension d'invalidité ou de maladie longue durée, s'il est inférieur à celui-ci.» Plus récemment dans «Le Soir Retraite» du 22 décembre 2010, un autre lecteur nous interrogeait sur le même sujet : «Mon père bénéficie d'une pension d'invalidité à 100% auprès des assu-

rances. En 2011, il atteindra l'âge de 60 ans : j'aimerais savoir comment sera calculée sa retraite, et quelles sont les démarches à entreprendre pour lui faire valoir ses droits auprès de la caisse de retraite ?» Dans notre réponse, nous avons cité l'article 46 de la loi n°83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales (voir JO n°28 du 5 juillet 1983) qui précise : «La pension d'invalidité est remplacée, à partir de l'âge de la retraite, par une pension de retraite d'un montant au moins égal, à laquelle s'ajoute, éventuellement, la majoration pour conjoint à charge.»

Mais visiblement, au plan pratique, il arrive que le montant de la pension de retraite qui se substitue à la pension d'invalidité soit inférieur à ce que percevait le «salarié» avant son départ à la retraite. Un exemple est donné par un lecteur — A. Abdelkader —, exemple que nous publions ci-dessous :

### La CNR devrait s'expliquer

«Dans votre édition du 22 décembre 2010, rubrique «Soir Retraite», vous avez donné

une réponse conforme à la réglementation quant à la transformation de la pension d'invalidité en pension de retraite, lorsque celle-ci est calculée sur la base du dernier salaire annuel perçu. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas. Je suis moi-même retraité, ex-invalide 2<sup>e</sup> catégorie. Ma pension d'invalidité a été calculée conformément à une circulaire de la Cnas n° 98/01 du 5 avril 98 qui précise que «la pension d'invalidité doit être calculée, lorsque ce mode de calcul est plus avantageux pour l'assuré, sur la base du montant des indemnités journalières perçues au cours des douze mois précédents».

On entend par indemnités journalières perçues, le montant net, déduction faite des retenues Sécurité sociale et IRG. En 2008, la direction de la Cnas informe ses agences de wilaya que du fait que ce mode de calcul, l'impôt a été retenu sur le montant du salaire de calcul et qu'il n'y a pas lieu de retenir une deuxième fois l'IRG sur le montant de la pension. Et c'est à la substitution de la pension d'invalidité en pension

de retraite que les tracas commencent.

Ce que la Cnas a régularisé d'un côté a été refusé par le CNR : la pension de retraite est soumise à IRG. J'ai demandé l'application de cet article 46 de la loi n° 83.11 du 2 juillet 1983 (\*). Ni l'agence CNR de la wilaya de Bouira ni leur direction générale ne voulait entendre parler de cet article. Donc le montant de ma pension de retraite est inférieur au montant de la pension d'invalidité que je percevais.

A quoi sert la rubrique «complément différentiel» portée sur l'imprimé de la notification d'attribution d'une pension de retraite? On se trouve devant ce simple mot — «perçu» — qui complique l'application de la réglementation.

En effet, on entend par salaire perçu le salaire brut soumis à cotisations sociales ; indemnités journalières perçues, montant net déduction faite des cotisations Sécurité sociale et de l'IRG. Pourtant toutes les pensions sont calculées sur la base du montant soumis à cotisations sociales. Combien de retraités sont dans le même cas que moi ?

Je me suis rendu au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale le 28 septembre 2010, les 16 et 18 janvier 2011 pour soumettre ce problème qui n'a que trop duré. Pour toute réponse, je n'ai reçu que ce mot : «désolé». Messieurs les retraités, on est victime du mot «perçu».

Pourtant, ce ministère grouille de cadres juridiques ! Moi j'ai dit mon mot. Je me suis défoulé et «comme il a dit lui», «je fume du thé et je reste éveillé». Ma pension de retraite a continué à subir une double imposition, et ça dure depuis 7 années. «Qui dit mieux ?» Fin de citation du courrier du lecteur.

**La CNR devrait s'expliquer à ce sujet, d'autant plus que nombre de retraités — anciens bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant leur départ à la retraite — semblent être victimes du même manque à gagner.**

**La CNR peut-elle s'en tenir à une stricte application de l'article 46 de la loi n°83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales.**

LSR

### Où contacter vos caisses de Sécurité sociale

**CNR.** Caisse nationale de retraite : elle gère le régime de vieillesse des travailleurs salariés.

Direction générale : rue Hassan-Benaïmane Bir-Mourad-Raïs, BP n°547 Birkhadem, Alger.

Tél. : +(213) 21 44 60 23 ;  
Fax : +(213) 21 44 66 78 ;  
Site Internet : <www.cnr-dz.com>

**Cnas.** Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés gère le régime d'invalidité des travailleurs salariés.

Direction générale : route des Deux Bassins Ben Aknoun, BP. 218 El-Biar, DZ-16030, Alger.

Tél. : +(213) 21 91 16 66  
Fax : +(213) 21 91 15 91  
Site Internet : <www.cnas.org.dz>

**Casnos.** Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés gère les régimes de vieillesse et d'invalidité des non-salariés.

Direction générale : 5, passage Abou-Moussa-Hamou, BP n°124 Didouche-Mourad, DZ-16000, Alger. Algérie

Tél. : +(213) 21 64 17 37  
Fax : +(213) 21 64 19 82  
Site Internet : <www.casnos.com.dz>

## Les droits à l'assurance invalidité

**Définition.** Est considéré comme invalide l'assuré présentant une invalidité réduisant au moins de moitié sa capacité de travail ou de gain. En vue de déterminer le montant de la pension d'invalidité, les invalides sont classés en trois catégories : 1<sup>re</sup> catégorie, invalides encore capables d'exercer une activité ; 2<sup>e</sup> catégorie, invalides absolument incapables d'exercer une activité ; et 3<sup>e</sup> catégorie, invalides absolument incapables d'exercer une activité et qui sont dans l'obligation d'avoir recours à l'aide d'une tierce personne.

**Conditions.** Pour bénéficier de l'assurance invalidité, le requérant ne doit pas avoir atteint l'âge de liquidation d'une pension de vieillesse et doit avoir été immatriculé depuis au moins un an à la date de constatation de l'invalidité et doit remplir, à la date de l'interruption de travail ou de la constatation de l'état d'invalidité, les conditions d'activité prévues pour l'obtention des prestations en espèces de l'assurance maladie au-delà de six mois.

**Montant.** Le montant annuel de la pension représente un pourcentage (qui varie en fonction de la catégorie) du dernier salaire de poste perçu ou s'il est plus favorable du salaire annuel moyen de trois années qui ont donné lieu à la rémunération la plus élevée.

Le pourcentage appliqué au salaire défini ci-dessus est de 60% pour les invalides de 1<sup>re</sup> catégorie, 80% pour les invalides de 2<sup>e</sup> catégorie, 80% pour les inva-

lides de 3<sup>e</sup> catégorie. Ce dernier montant est majoré de 45% si l'assuré a besoin de l'aide d'une tierce personne pour les gestes de la vie quotidienne.

La pension d'invalidité minimum ne peut être inférieure au salaire national minimum garanti (SNMG) qui est de 15 000 DA. L'indemnité complémentaire des pensions de retraite et d'invalidité (ICPRI) qui est une allocation différentielle permet de porter le montant net de la pension à 11 250 DA par mois.

Cette indemnité est attribuée aux pensionnés invalides de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> degré, titulaires d'une pension d'invalidité dont le montant de la pension est inférieur à 10 000 DA/mois.

A soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes, la pension d'invalidité est transformée en pension de vieillesse d'un montant au moins égal à celui de la pension d'invalidité.

Au titre d'un rattrapage du coût de la vie, les pensions d'invalidité font l'objet annuellement — au même titre que les pensions de retraite — d'une revalorisation qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mai.

**Majoration pour tierce personne.** Les personnes invalides pourront obtenir une majoration pour tierce personne de 45% du montant de la pension, s'ils ont besoin de l'aide d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie courante.

**Réversion.** L'assurance invalidité pré-

voit le versement d'une pension de survivants qui sera liquidée dans les mêmes conditions que dans le cadre de l'assurance vieillesse (retraite).

Au décès d'un titulaire d'une pension d'invalidité, les ayants droit bénéficient d'une pension de réversion. Le conjoint n'exerçant aucune activité, les enfants à charge (âgés de moins de 18 ans, 21 ans en cas de poursuite d'études et 25 ans en cas d'apprentissage), les ascendants à charge d'un titulaire d'une pension d'invalidité décédé, bénéficient d'une pension d'invalidité de survivant.

Le montant de cet avantage est égal à un pourcentage du montant de la pension dont bénéficiait ou aurait bénéficié le de cujus. Montant de la pension : pour le conjoint lorsqu'il n'existe pas d'autres ayants droit : 75% de la pension du «de cujus» par mois ; si un conjoint plus un deuxième ayant droit : 50% pour le conjoint et 30% pour l'autre ayant droit (enfant ou ascendant) par mois ; si plusieurs ayants droit : 50% pour le conjoint, les autres ayants droit se partagent 40% de la pension ; et s'il n'existe qu'un seul ayant droit enfant : 45%.

Le montant cumulé des pensions d'ayants droit s'élève au maximum à 90%, dans la limite de 45% lorsque l'ayant droit est un enfant et 30% lorsque l'ayant droit est un ascendant. Le total des pensions de survivants ne peut être inférieur au SNMG.